

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 34 - FIN OCTOBRE 2023



SOMMAIRE

3

EUROPE

par Valentine CHEVÉ, Bastien POULIQUEN, Titouan BARILLERE
- correction par Bastien POULIQUEN

6

MOYEN ORIENT

par Amandine PRINTZ, Alexis TOESCA, Louis PICOULEAU
- correction par Louis PICOULEAU

9

AFRIQUE

par Lisa BOS et Camille LACLIE
- correction par Neary VONG

12

ASIE

par Baptiste POULARD, Rodolphe UGUEN, Charly HURIER
- correction par Charly HURIER

15

AMÉRIQUES

par Victoire LE GALL, Clément LE LANDAIS
- correction par Clément LE LANDAIS

17

AEROSPACE & CYBERSECURITY

par Bastien POULIQUEN
- correction par Jade DELHAYE

18

ARMEMENT

par Loris Cornuault
- correction par Neary VONG

RÉDACTRICE EN CHEF ET CORRECTION

Neary VONG

MISE EN PAGE

Emma ROLLAND DE RENGERVÉ et Rodolphe UGUEN

LE CANON CAESAR: LE MINISTRE DES ARMÉES SUR LE FRONT

Ce lundi 16 octobre, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, s'est rendu à Roanne où se trouve le site de KNDS (KMW + Nexter Defense System) qui n'est autre qu'une société européenne de l'industrie de la Défense. A cette occasion, Monsieur le ministre a félicité les équipes qui œuvrent à la production de canon Caesar. La production de ces engins est passée de 2 exemplaires par mois à 6 exemplaires par mois avec un délais de livraison passant à 15 mois. Cela marque un réel engrainage dans l'économie de guerre qui veut produire davantage, plus rapidement et à des coûts maîtrisés du matériel de pointe.



Le canon Caesar est l'une des armes majeures de l'artillerie française, une innovation de taille dès 2004 au moment de sa réalisation, en avance sur son temps. Ce canon a une puissance de feu de 155 mm du plus récent standard des grandes puissances de l'OTAN et dispose de la mobilité tactique et stratégique d'un châssis 6x6 moderne. C'est l'arme de pointe indispensable et irremplaçable des opérations militaires françaises en dehors du territoire national. L'armée de Terre, qui en compte aujourd'hui 77, les a notamment déployés au Mali en 2013 ou alors en Irak de 2016 à 2018.

Grâce à la cadence actuelle de l'économie de guerre, la France pourra avoir remplacé les 18 canons Caesar qu'elle a cédés à l'Ukraine pour l'aider à se défendre face à l'invasion Russe d'ici début 2024. C'est cette prouesse technique que le ministre des Armées a tenu à saluer la semaine dernière. Il en a aussi profité pour décorer de la médaille de la défense de la Nation les salariés de l'usine KNDS.

Valentine CHEVÉ

EXERCICE EUROPÉEN MILEX 2023

L'exercice MILEX 2023 a pris place au large de l'Espagne du 16 au 22 octobre. Fortes de 2800 militaires, les manœuvres ont notamment mis l'accent sur la capacité de réaction rapide dans le cadre de l'Union Européenne. En effet, contrairement aux précédents exercices, où le leadership revenait à des États membres, MILEX 2023 s'est vu dirigé par le Comité militaire (EUMC) et l'État-major (EUMS) de l'Europe.



Parmi les 9 nations engagées, la France a été représentée par une force de 600 soldats et marins, tout particulièrement au-travers de l'engagement du porte-hélicoptère amphibie (PHA) "Tonnerre", ainsi que le chasseur de mines "Croix du sud". Du côté de l'Espagne, qui a fourni le plus gros contingent, on retrouve le bâtiment de projection "Juan Carlos I", navire amiral de l'exercice. Ces forces conjointes ont ainsi procédé à la simulation d'une opération de stabilisation comprenant : une phase de planification de l'opération, un assaut amphibie, la sécurisation d'un port de débarquement et l'engagement de moyens terrestres. La Ministre de la défense espagnole Margarita Robles a ainsi salué le succès de l'exercice.

Ces manœuvres se sont faites dans le cadre de la mise en place de la RDC (Rapid Deployment Capacity) fixée par la Boussole stratégique européenne. L'échéance officielle de la finalisation de ce déploiement renvoie à 2025 et devrait rassembler près de 5000 militaires au sein d'une nouvelle structure indépendante de l'OTAN et des dispositifs nationaux.

Bastien POULIQUEN

EUROPE

L'ARMÉE FRANÇAISE CRÉE UN COMMANDEMENT DE L'EUROPE

Ce jeudi 19 octobre 2023, le Chef d'État-Major de l'Armée de Terre (CEMAT) a annoncé la mise en place d'un Commandement Terre pour les opérations aéroterrestres en Europe (CTE). Ce nouveau commandement est intégré au Commandement des Forces Terrestres (CFT). Avec le général Bertrand Toujouse à sa tête, ce nouveau commandement aura à sa charge toutes les opérations aéroterrestres de l'armée Française en Europe. C'est un changement inédit puisque l'armée Française est, depuis la fin de la guerre froide, tournée vers l'Afrique et non plus vers l'Europe. L'objectif de ce commandement est de répondre à l'évolution des menaces en Europe, notamment depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie fin février 2022.



En plus de superviser les actions de l'armée de terre dans le cadre de missions solitaires, le CTE devient donc le point central de la coopération des activités terrestres avec les partenaires européens, notamment avec l'Union Européenne ou l'OTAN. Le CTE supervise par exemple l'opération « Lynx » en Estonie, la force « Aigle » déployée en Roumanie ou encore la formation de soldats en Pologne. Deux de ses missions se font dans le cadre de l'OTAN, et la dernière au nom de l'Union Européenne. L'un des objectifs est donc également de peser davantage dans les organisations telle que l'OTAN, que la France avait délaissé depuis sa sortie du commandement intégré en 1966.



Ce commandement développe d'autres missions tournées vers le futur et l'anticipation des menaces à venir. Il devra entre autre maintenir prêt l'équivalent d'une brigade (environ 6 000 hommes) qui a pour objectif de monter en puissance, jusqu'à une division (environ 20 000 hommes) en 2027. Le CTE a également pour objectif de créer et de renforcer des zones logistiques chez ses pays alliés en Europe de l'Est, afin de pouvoir déployer et soutenir des troupes dans le cadre de l'OTAN.

Titouan Barillère

MOYEN-ORIENT

LE POSTE FRONTIÈRE DE RAFAH

Le poste frontière de Rafah, situé à la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza, fait l'objet d'une attention toute particulière depuis le début de la guerre entre le Hamas et Israël le 7 octobre dernier. Lorsque le Hamas a déclenché l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » sur le territoire israélien, l'Égypte a décidé de fermer son poste frontière après des bombardements le 9 et 10 octobre. Mais depuis l'instauration du « siège total » de la bande de Gaza le 9 octobre, décidé par Israël, Rafah est considéré comme l'unique possibilité d'acheminer de l'aide vers Gaza.



En effet, ce poste frontière est le seul qui n'est pas contrôlé par Israël. Après d'âpres négociations, un premier convoi humanitaire composé de 20 camions d'eau, de médicaments et de nourriture a pu franchir le poste frontière de Rafah le 21 octobre au matin. Même si selon les Nations Unies, il s'agit « d'une goutte d'eau dans l'océan » par rapport aux besoins de la population de Gaza, d'autres convois humanitaires sont attendus. Après ce premier franchissement, les États-Unis, dans une déclaration du secrétaire d'État Antony Blinken en tournée diplomatique au Moyen-Orient, ont exhorté toutes les parties prenantes à ce conflit à laisser ouvert le terminal de Rafah. Toutefois, l'Égypte est plus que réticente à l'idée d'ouvrir de façon permanente ce poste frontière.

Si le Caire a donné son accord pour la livraison d'aide humanitaire, le gouvernement égyptien, lui, refuse d'accueillir les réfugiés gazaouis qui fuient les bombardements et cela pour deux principales raisons. Tout d'abord l'Égypte craint que certains terroristes affiliés au Hamas ne profitent de cette ouverture pour se mêler aux civils et ainsi commettre des attentats sur son sol. Ensuite, le Caire craint de devoir faire face à une crise migratoire et humanitaire alors que le pays n'y est pas préparé. Traversant une grave crise économique, l'Égypte n'a effectivement pas les moyens d'accueillir des dizaines de milliers de réfugiés. La sécurité du passage n'est également pas garantie: Israël a annoncé avoir bombardé « par erreur » le poste frontière de Rafah le dimanche 22 octobre. Preuve que le poste de Rafah est un enjeu stratégique dans ce conflit, « dernière ligne de vie » vers Gaza.

Amandine PRINTZ

MOYEN-ORIENT

D'OÙ VIENNENT LES ARMES DU HAMAS ?

Depuis l'offensive du Hamas en Israël, la question militaire est au cœur des discussions. Dans un conflit supposé asymétrique entre Israël, riche porte-étendard de l'Occident au Moyen-Orient, et le groupe terroriste nationaliste palestinien du Hamas, les moyens utilisés des deux côtés impressionnent et terrifient un monde militaire jusque-là régit par un « code de la guerre ». Entre le « dôme de fer » israélien et les roquettes, drones d'attaques, et armes automatiques, l'écart est grand mais les dégâts sont partagés. Deux camps s'opposent alors, celui d'une armée régulière et citoyenne, par la présence active des réservistes israéliens dans les affaires militaires de l'État juif, et celui d'une aspiration nationale et panarabe d'un mouvement anticolonial pour lequel les moyens utilisés frôlent la tuerie de rue et l'exécution sommaire. Pour le moment, faute de recul et d'informations fondées, l'enjeu est ici de comprendre d'où les armes du Hamas proviennent.

La réponse est claire : Téhéran est le principal fournisseur en armes du Hamas. Parmi les achats de ce dernier, on note notamment les armes aériennes (drones armés), les armes lourdes de moyenne et longue portée (roquettes Qassam), ainsi que les armes automatiques de types mitrailleuses. Ces dernières étant pour certaines des armes chinoises copiées par l'industrie d'armement iranienne, copies officieusement validées par Pékin. Afin de faciliter un commerce discret, l'Iran exporterait ses armes et équipements technologiques en direction du Soudan avant d'être acheminées au Nord, en Egypte, où des tunnels souterrains feraient le lien avec Gaza.



Une provenance pas si occulte que cela car l'« aide iranienne » a même été exprimée face à la presse en 2019 lors d'une allocution du chef du Hamas dans la bande de Gaza, Yahya Sinwar. Aujourd'hui, à l'heure où le monde détourne son regard sur Israël et sa région, le lien tant diplomatique que militaire entre l'Iran chiite et le groupe terroriste à revendication résistante qu'est le Hamas se solidifie. La branche armée du Hamas, nommée les « Brigades Izz al-Din al-Qassam » du nom d'un des précurseurs du mouvement islamiste du nationalisme palestinien, peut désormais, grâce aux plans et informations de l'Iran, fabriquer ses armes sur son territoire. En complicité avec le Hezbollah libanais, les ingénieurs et soldats du Hamas ont aussi appris aux côtés du groupe terroriste libanais financé par l'Iran le savoir-faire de la guerre. L'Iran se positionne dès lors comme l'un des chefs d'orchestre tapi dans l'ombre du Moyen-Orient.

Louis PICOULEAU

MOYEN-ORIENT

SUD-LIBAN : MENACE D'UN NOUVEAU FRONT ENTRE LE HEZBOLLAH ET ISRAËL ?

Plus de 19.000 personnes ont été déplacées au Liban après une intensification des affrontements entre l'armée israélienne et le Hezbollah à la frontière entre les deux pays. Selon les chiffres publiés lundi 23 octobre par une agence spécialisée des Nations unies, Israël a évacué 14 localités créant une bande de 4 kilomètres en cas d'éventuelle opération militaire.



Depuis le début de la guerre déclenchée par l'attaque sans précédent du Hamas islamiste palestinien en Israël le 7 octobre, les affrontements sont quasi quotidiens à la frontière. En raison de liens étroits entre le Hamas et le Hezbollah, le mouvement chiite soutient financièrement et militairement son voisin palestinien. Le Hezbollah, avec ses milliers de combattants aguerris présents à la frontière, souhaite d'abord bloquer l'armée israélienne afin de l'empêcher de rentrer dans la bande de Gaza par voies terrestres. Bien que mieux entraîné et plus puissant que le Hamas, Israël se méfie du Hezbollah. Une guerre entre les deux factions pourrait faire passer le conflit à un stade régional dans lequel l'Iran ou la Syrie pourraient activement prendre part à la guerre.

L'équilibre de la dissuasion qui s'était instauré depuis 2006 entre les deux belligérants est, chaque jour, un peu plus menacé. Côté libanais, 36 personnes sont déjà mortes, parmi lesquelles 24 combattants du Hezbollah et des civils, ainsi qu'un journaliste de l'agence Reuters. L'armée israélienne a fait état, de son côté, de 4 morts, 3 soldats et 1 civil. Une forme de dissuasion du risque s'est installée, dans la mesure où un faux pas ou une frappe ratée, pourraient mettre le feu aux poudres. Cependant, l'ouverture d'un conflit par le pays du cèdre est impopulaire dans un contexte national de crise. Selon le ministre des affaires étrangères libanais « le Hezbollah ne va pas réagir automatiquement à une invasion de Gaza, sauf si elle est importante ou s'il y a une grande attaque contre le Liban ». Cette ligne rouge sera-t-elle dépassée ?

Alexis TOESCA

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD ET HAMAS : UN APPEL TÉLÉPHONIQUE SUSCITE LE DÉBAT

En Afrique du Sud, un récent échange téléphonique entre la ministre des Affaires étrangères, Naledi Pandor, et le chef du Hamas, Ismaël Haniyeh, a suscité des tensions et attiré l'attention sur la politique étrangère du pays. Bien que l'échange ait été initié dans le but d'organiser l'acheminement d'aide humanitaire vers la Palestine, la communication avec le Hamas, considéré comme une organisation terroriste par diverses nations, a provoqué des réactions contrastées au sein du gouvernement sud-africain.

Cet événement a effectivement déclenché un débat complexe au sein de la société sud-africaine en mettant en lumière la nécessité de naviguer entre le soutien à la cause palestinienne et la condamnation du terrorisme. Alors que certains responsables ont soutenu la nécessité de dialoguer avec différentes parties pour assurer l'acheminement de l'aide humanitaire, d'autres se sont inquiétés des implications diplomatiques de cette communication, soulignant le besoin de maintenir la neutralité dans les relations internationales.



Cette controverse intervient dans un contexte de manifestations propalestiniennes et de pressions croissantes pour clarifier la position de l'Afrique du sud dans le conflit israélo-palestinien. Malgré ces tensions, le pays s'appuie sur son expérience historique de transition réussie vers la démocratie pour continuer à promouvoir la diplomatie et la médiation internationale, soulignant son engagement en faveur de la paix mondiale et de la résolution pacifique des conflits.

Lisa BOS

AFRIQUE

ATTAQUE AFFILIÉE À L'EI À LA FRONTIÈRE DE L'UGANDA ET DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Ce mardi 17 octobre 2023, un groupe de trois personnes dont un touriste anglais, un autre sud-africain et leur guide ougandais ont été attaqués par des membres de la milice des Forces démocratiques alliées, lorsqu'ils roulaient dans le parc national Queen Elizabeth. L'ADF (Allied Democratic Forces) est un groupe de rebelles armés ougandais, affilié à l'Etat Islamique, fondé en 1995 et regroupant des mouvements d'opposition au président Yoweri Museveni, le président ougandais. Le groupe se déplace régulièrement entre la frontière du Ouganda et de la République Démocratique du Congo.

Après cette embuscade meurtrière, les forces du parc national ont été, en effet, rapidement informées et ont tenté de poursuivre les suspects sans succès. La police a retrouvé la voiture de safari brûlée dans le parc national Queen Elizabeth qui partage sa frontière avec la République Démocratique du Congo et son parc des Virunga. Ce parc est notamment connu pour servir de base arrière à de nombreux groupes armés depuis près de trente ans.



Ainsi, l'administration des parcs nationaux a demandé, dans un communiqué à toutes personnes, publics de faire preuve de vigilance. A la suite de l'attaque, le gouvernement britannique a aussi mis à jour ses conseils aux voyageurs pour l'Ouganda avec plusieurs avertissements notamment sur la vigilance. Ce n'est pas la première fois que ce type d'attaque survient dans ce parc: en 2019, un touriste américain et son guide de safari avaient été kidnappés par quatre hommes armés alors qu'ils circulaient dans le parc au crépuscule et avait été retrouvé indemnes après le paiement d'une rançon. De nombreuses actions ont été déjouées depuis.

Camille LACLIE

MYANMAR : LA JUNTE BOMBARDE DE NOUVEAUX SES CIVILS

Le 13 octobre dernier, Amnesty International a révélé, documents à l'appui, le bombardement par l'armée birmane le 9 octobre dernier d'un camp de réfugiés interne près de Laiza, capital de l'Organisation pour l'Indépendance Kachin, dans l'état de Kachin au nord du pays. L'attaque ciblant indistinctement les civils aurait fait 29 morts et 59 blessés. La guerre civile birmane n'a cessé de faire rage depuis l'indépendance du pays en 1948. Les affrontements opposent le gouvernement central aux rebelles indépendantistes des nombreuses ethnies qui composent le pays. Un conflit armé qui a déjà coûté la vie de près de cinq-cent mille personnes, civils et soldats compris.

Alors que les analyses apportées par Amnesty International du cratère et des débris font l'état d'une bombe sans guidage correspondant aux capacités de l'armée birmane, la junte se défend en affirmant qu'une bombe rebelle est à l'origine de l'explosion meurtrière. Cette réfutation du gouvernement central n'est cependant pas accompagnée de preuves. La junte est déjà connue pour ses bombardements de zones peuplées par des civils – 104 frappes en 2021, 243 en 2022 – faisant partie de sa politique de répression dans ces zones périphériques mal contrôlés par Naypyidaw, et ce malgré les nombreuses tentatives de cessez-le-feu, rarement respectées, dont la dernière remonte à avril 2021, coïncidant avec le coup d'état à l'encontre du gouvernement d'Aung San Suu Kyi.



Ce coup d'état, et les crimes de guerres qui l'accompagnent, font l'objet de sanctions contre la junte, visant entre autre à entraver son approvisionnement militaire. L'approvisionnement en carburant, nécessaire pour ce bombardement, n'a pourtant pas cessé. Amnesty international et Global Witness ont publié en novembre 2022 le rapport « Deadly Cargo », épinglant certaines des entreprises responsables de cet approvisionnement. Alors que les principaux soutiens internationaux à la junte sont la Chine, ou la Russie, c'est bien l'entreprise Puma Energy détenue par le géant suisse de l'industrie pétrolière Trafigura qui a réussi à maintenir ses activités de livraisons de carburant de type jet A-1 utilisé par les forces aériennes de la junte via une série d'acteurs régionaux tiers.

Baptiste Poulard

FORUM DES ROUTES DE LA SOIE : RUSSIE ET CHINE SE RAPPROCHENT

La puissance chinoise ne cesse de croître, au gré des soutiens et alliances dans le monde, se confrontant aux positions fermes du géant Occidental américain.

Bientôt deux années que la Russie opère en Ukraine, que les sanctions internationales, européennes et américaines planent sur la diplomatie et l'économie russes. Pourtant, le président Vladimir Poutine reste actif, la Russie tient toujours, et forge de nouvelles alliances. En effet depuis cette rupture avec l'Union européenne, le pays-continent s'est fortement rapproché du continent asiatique en multipliant les partenariats, en Inde, en Corée du Nord récemment, et surtout en Chine.

En effet, c'est chez la grande puissance chinoise que le dirigeant russe s'est déplacé mardi et mercredi derniers (une première depuis 2022), afin d'assister au 3e forum de routes de la soie le mercredi. Les deux dirigeants ont pu s'entretenir de leurs relations économiques, s'élevant à 190 milliards de dollars l'année dernière. Il s'agit du premier partenaire commercial de la Russie, et cette relation est destinée à s'intensifier dans les prochaines années. La Chine s'est clairement opposée lors de ce forum « aux sanctions unilatérales, à la coercition économique, au découplage et à la réduction des liens » économiques, en dénonçant une « confrontation de blocs ».



En parallèle, le dirigeant chinois s'est prononcé sur la situation entre Israël et Palestine. Il a rencontré jeudi dernier le Premier ministre égyptien à qui il confie ses craintes sur une situation qui tend à s'envenimer, voir s'enliser dans un conflit ouvert durable. Le gouvernement chinois pousse pour une intervention humanitaire en Palestine, considérant que la priorité reste le « cessez-le-feu », et prône une « coexistence pacifique » entre les deux pays.

Cela étend, il souhaite renforcer ses liens avec l'Egypte afin de renforcer la stabilité de la région : « La Chine est disposée à renforcer sa coopération avec l'Egypte dans divers domaines [...] et à travailler avec elle afin d'apporter plus de certitude et de stabilité à la région et au monde. ». Ainsi, la Chine renforce ses liens commerciaux et joue la carte de la modération.

Rodolphe UGUEN

MER DE CHINE : TENSIONS ENTRE MANILLE ET PÉKIN

Actuellement, les relations entre la Chine et les Philippines sont loin d'être cordiales. Hier, Manille a formulé des allégations à l'encontre de Pékin, affirmant que des navires chinois avaient volontairement heurté deux bateaux philippins à deux reprises le dimanche précédent, à proximité de l'atoll Second Thomas Shoal, situé dans les Spratleys. Cet atoll abrite des forces navales philippines, tandis que la Chine y déploie ses navires pour défendre ses prétentions territoriales.

Deux incidents en une journée, c'est-ce qui a suscité une vive préoccupation au sein des autorités philippines. Selon Manille, l'accident s'est produit lorsque le bateau de ravitaillement philippin a heurté un navire des garde-côtes chinois en raison de ce qu'ils ont qualifié de "manœuvres de blocage dangereuses", à une distance d'environ 25 km de l'île corallienne. De son côté, le gouvernement de Xi Jinping a déclaré qu'il s'agissait d'une « légère collision » due au fait que le bateau philippin avait ignoré « de multiples avertissements et avait délibérément traversé les forces de l'ordre de manière non professionnelle et dangereuse », d'après le ministère des Affaires étrangères chinois.

« Les navires des garde-côtes et des milices maritimes chinoises, en violation flagrante du droit international, ont harcelé et heurté intentionnellement l'Unaiza May 2 et le navire des garde-côtes philippins BRP Cabra » pendant « des opérations légitimes de rotation et de réapprovisionnement dans la zone économique exclusive des Philippines », a déclaré le ministre philippin de la Défense, Gilbert Teodoro.



Le jour suivant les incidents, les autorités philippines ont convoqué l'ambassadeur de Chine, tandis que Pékin a émis une protestation « solennelle » en direction des Philippines. L'ambassadeur chinois Huang Xilian, étant indisponible, a été représenté par son chef de mission adjoint. Teresita Daza, la porte-parole du ministère philippin, a par ailleurs affirmé : « Ayungin Shoal fait partie de notre zone économique exclusive et de notre plateau continental, et nous avons des droits souverains et juridiction sur cet endroit ».

Pékin continue de revendiquer la quasi-totalité de la mer de Chine méridionale, en dépit des revendications concurrentes des Philippines, du Vietnam, de la Malaisie, et ce, en dépit d'une décision internationale de 2016 qui a rejeté ses prétentions.

Charly HURIER

AMÉRIQUES

COLOMBIE: OUVERTURE DE NÉGOCIATIONS DE PAIX AVEC LES FARC

Le 16 octobre s'est déroulée l'ouverture officielle des négociations entre le gouvernement colombien du Président Gustavo Petro et l'EMC (Etat Major Central) FARC, dans le nord-est du pays à Tibu. La principale faction de la dissidence des Forces Armées de Colombie (FARC) avait refusé en 2016 l'accord de paix. Les discussions visent à rendre inactifs 3 500 rebelles et à mettre un terme permanent à leur révolte armée. « Au nom de toute la guérilla des FARC (...) nous ratifions devant vous tous nos délégués à la table des dialogues avec le gouvernement national », a déclaré le porte-parole de l'EMC FARC Andrey Avendano.



En 1964, suite à une révolte des paysans contre les réformes faites à l'avantage des grands propriétaires terriens, les guérillas paysannes communistes se regroupent pour former les FARC. Même si les FARC ont changé de modes opératoires et de revendications au fur et à mesure des années, leur volonté est toujours de renverser le gouvernement pour donner davantage de pouvoir au peuple.

Avec le début des pourparlers a débuté un cessez-le-feu immédiat de trois mois qui prendra fin le 15 janvier 2024 à minuit, sauf s'il est reconduit. « Aujourd'hui, nous mettons formellement en place cette étape de la politique de paix, de la politique de vie : la phase de dialogue », a annoncé Danilo Rueda, Haut commissaire pour la paix du gouvernement colombien. Ce processus de paix survient après plusieurs décennies de conflits armés en Colombie. Ces conflits auraient fait plus de 200 000 victimes jusqu'à présent, pour la grande partie des civils. Toutefois un accord de paix a été conclu entre le gouvernement colombien et le FARC-EP en 2016. Mais les combats se sont poursuivis dans certaines régions, notamment les plus rurales, impliquant d'autres groupes armés, compliquant ce processus d'accord de paix.

Victoire LE GALL

AMÉRIQUES

ACCORDS DE DÉFENSE ENTRE LA JAMAÏQUE ET LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Le ministère de la Défense (MIDE) de la République dominicaine et les forces de défense jamaïcaines ont signé deux accords visant à renforcer les opérations de recherche et de sauvetage aéronautiques et maritimes, dans les deux pays. L'objectif est de lutter conjointement contre la criminalité internationale organisée.

Un document de presse indique que les accords ont été signés par le ministre dominicain de la Défense, le lieutenant-général de l'armée Carlos Luciano Díaz Morfa, et le chef d'état-major des forces de défense jamaïcaines, le contre-amiral Antonette Wemyss Gorman. Il précise que l'événement a eu lieu au Centre de commandement, de contrôle, de communications, d'informatique, de cybersécurité et de renseignement (C5i) du MIDE.



Díaz Morfa a souligné l'importance historique de la signature de ces accords de collaboration cruciaux. "Ces instruments créeront les conditions et procédures nécessaires pour que les unités navales et aériennes des forces armées dominicaines et de la force de défense jamaïcaine soutiennent leurs zones territoriales par des opérations d'interdiction maritime et aérienne", a-t-il noté.

Les accords faciliteront la surveillance, la détection et le suivi des navires et aéronefs qui tentent de commettre des actions illicites, telles que la contrebande de substances contrôlées, d'armes, de munitions et d'autres types de crimes transnationaux dans les zones maritimes et les espaces aériens des deux pays.

Clément LE LANDAIS

AMÉRIQUES

DES MITRAILLEUSES ANTI-AÉRIENNES VOLÉES À L'ARMÉE BRÉSILIENNE

L'armée enquête sur un total de 20 militaires, de soldats à officiers, soupçonnés d'être impliqués dans le plus grand détournement d'armes de son histoire. La police a trouvé 17 armes disparues de l'Arsenal de Guerra, à Barueri, dans l'agglomération de São Paulo. 4 armes sont recherchées.



Sept soldats sont empêchés de quitter l'Arsenal de guerre de Barueri, dans le Grand São Paulo, car ils sont soupçonnés d'avoir participé directement au vol de 21 mitrailleuses dans la caserne militaire en septembre. Treize autres soldats font l'objet d'une enquête de la part de l'institution pour participation indirecte au crime, mais ils peuvent quitter les lieux après le travail. L'armée enquête sur un total de 20 soldats soupçonnés d'être impliqués dans ce détournement d'armes. Ce groupe comprend des soldats et des officiers. Ce dimanche 22 octobre, le Commandement militaire du Sud-Est (CMSE) a convoqué une conférence de presse, à son siège dans la capitale de São Paulo, pour discuter de l'enquête et de la localisation de 17 de ces armes volées. Cette semaine, elles ont été récupérées par la police de Rio et de São Paulo, bien que l'armée affirme que les armes dérobées étaient « inutilisables » et qu'elles avaient été amenées à l'arsenal pour être réparées ou démontées. Le fait que des armes aussi destructrices puissent circuler sur le territoire représente une grande menace.

Il s'agit du vol le plus important d'armes dans des installations militaires jamais recensé au Brésil, selon l'ONG "Instituto Sou da Paz". Cette ONG a pour mission de contribuer à la mise en œuvre de politiques de sécurité publique et de prévention des violences, guidées par les valeurs de démocratie, de justice sociale et de droits de l'homme.

Clément LE LANDAIS

AÉROSPACE

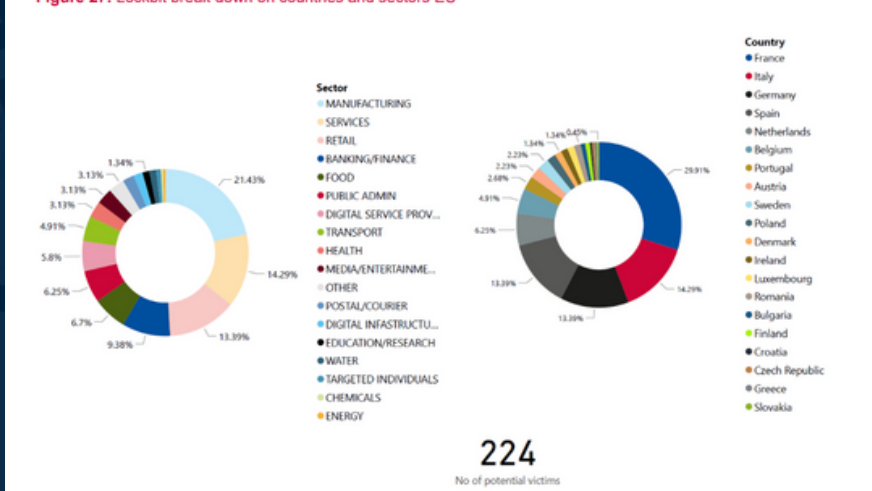
RAPPORT ENISA 2023

Le 19 octobre 2023 a été rendue publique la 11^e édition du rapport annuel de l'ENISA concernant les évolutions et enjeux majeurs du monde de la cybersécurité.

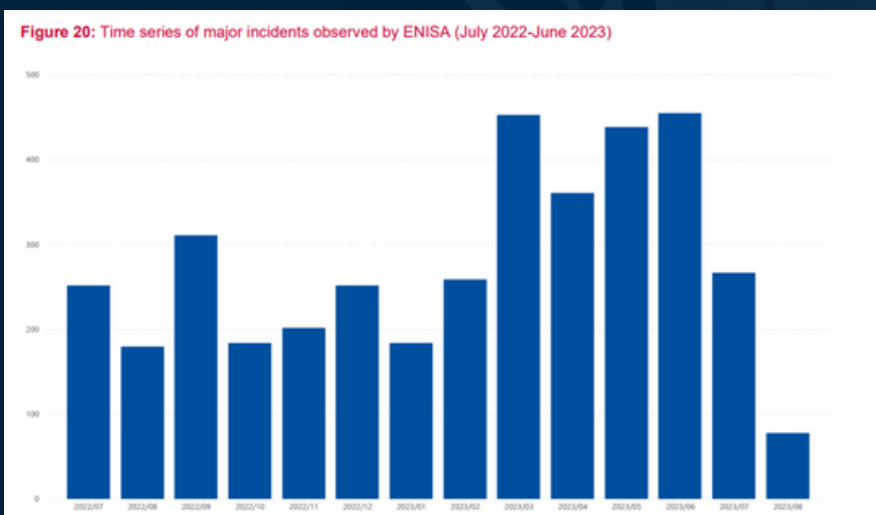
Fondée en 2004, l'Agence de l'Union Européenne pour la cybersécurité (AESRI) (ENISA en anglais) poursuit un rôle de recueil et d'analyse de données. Son objectif premier est d'apporter à la Commission et aux États membres de l'UE une vision claire des enjeux de sécurité de l'information.

Sans réelle surprise, l'inquiétude principale exprimée dans ce rapport par l'ENISA concerne le développement de l'intelligence artificielle, tout particulièrement dans son usage criminel. En effet, le rapport note : "l'élaboration de courriels et de messages de phishing plus convaincants qui imitent de près des sources légitimes, les deepfakes qui se concentrent principalement sur le clonage de la voix et l'exploration de données pilotée par l'IA".

Figure 27: Lockbit break down on countries and sectors EU



On peut également noter l'accent mis sur l'impact fondamental de la détérioration du climat géopolitique dans le monde du cyber, ainsi que le non-ralentissement du phénomène de l'hacktivism.



Cet article n'est évidemment qu'un aperçu général de la chose, nous vous encourageons grandement à consulter vous-même le [rapport](#) si l'étude de la langue anglaise ne vous effraie pas.

Enfin, le rapport souligne la multiplication des ransomware ("type d'attaque où les auteurs de menaces prennent le contrôle des actifs d'une cible et exigent une rançon en échange du retour de la disponibilité des actifs"), touchant tout particulièrement les pays membres de l'Union Européenne et les États-Unis. Le lourd tribut payé par les industries manufacturières démontre un objectif de mise en danger de la supply chain, qui entraîne des coûts financiers importants et entraîne un risque de paralysation totale ou partielle de l'économie.

Bastien POULIQUEN

ARMEMENT

ATACMS : QUEL EST CE MISSILE QUE LES ÉTATS-UNIS ONT FOURNI À L'UKRAINE ?

ATACMS, ou Army Tactical Missile System, est un système de missile tactique polyvalent conçu pour offrir une capacité de frappe précise à longue portée dans le cadre des opérations militaires américaines. Ce missile balistique sol-sol a été développé dans les années 1980 dans le but de moderniser les forces armées américaines en fournissant une capacité de frappe précise sur de longues distances. Les premiers modèles ont été utilisés en 1991 contre l'armée irakienne lors de l'Opération Tempête du Désert. Trois décennies plus tard, ces missiles sont déployés sur le sol européen.

Selon le Wall Street Journal, l'Ukraine a tiré son premier missile ATACMS le 17 octobre 2023 contre les forces russes. En effet, depuis juin 2022, les Ukrainiens étaient déjà équipés du lance-roquette MH142 HIMARS [High Mobility Artillery Rocket System], un système d'artillerie leur permettant de tirer de tels missiles. Cependant, après plusieurs mois de réclamations du président Zelensky, Washington a déployé des missiles MGM-140A pour renforcer l'arsenal ukrainien. Bien que les États-Unis aient fourni leur plus ancien modèle de missiles, cela reste un atout majeur pour l'Ukraine puisqu'ils permettent de frapper des cibles jusqu'à une portée de 165 kilomètres.

Le président russe Vladimir Poutine a déclaré : *"Les missiles ATACMS ne vont pas radicalement changer les choses sur la ligne de contact, c'est impossible."*

Alors, inquiétude ou conviction sincère ? Il est évident que ces missiles ne permettront pas de gagner la guerre, mais à l'heure actuelle, les ATACMS ont touché plusieurs lignes d'approvisionnement russes et continueront à causer d'importants dégâts.

Caractéristique technique ATACMS MGM-140A (M39) :

- **Longueur** : 4 m
- **Vitesse** : 3 700 km/h
- **Portée** : 25 à 165 km
- **Charge utile** : 950 sous-munitions M74 APAM
- **Précision** : 300 m²
- **Plateforme de lancement** :
 - M270 MLRS
 - MH142 HIMARS



Loris Cornuault

SOURCES

• EUROPE

○ **Le canon CAESAR: le ministre des armées sur le front**

- *Ministère des Armées - Canon Caesar : Sébastien Lecornu salue la hausse de la production et la réduction des délais - 17 octobre 2023*
- *CAIA - CAESAR - Les feux de l'innovation ;*

○ **Exercice européen MILEX 2023**

- *Mer et Marine - L'Union Européenne pilote son premier exercice - Vincent Groizeleau - 18 octobre 2023*
- *Ouest France - A Rota (Espagne), l'Union européenne conduit son premier LIVEX - Philippe Chapleau - 18 octobre 2023*
- *Air et Cosmos - L'exercice MILEX 23 teste la capacité de déploiement rapide de l'UE - 20 octobre 2023 ;*

○ **L'armée Française créer un commandement de l'Europe.**

- *Ministère des armées - CTE - Création d'un nouvel état-major opératif français dédié aux opérations terrestres en Europe - 20 octobre 2023*
- *Le Monde - L'armée française tente d'organiser sa bascule sur le flanc est de l'Europe - Elise Vincent - 19 octobre 2023*
- *Opex 360 - L'armée de Terre a créé un nouveau commandement pour ses opérations en Europe - Laurent Lagneau - 17 octobre 2023*

• MOYEN-ORIENT

○ **Le poste frontière de Rafah**

- *Le poste frontière de Rafah, dernière "ligne de vie" terrestre de Gaza - CourrierInternational, 16/10 ;*
- *Israël-Hamas : les Etats-Unis et l'ONU exhortent à laisser ouvert le poste frontière de Rafah - L'Express, 21/10 ;*
- *Un nouveau convoi de 17 camions d'aide humanitaire entre dans la bande de Gaza - RFI, 22/10 ;*
- *Israël dit avoir frappé par erreur un poste frontalier égyptien près de Gaza - MSN, 22/10.*

○ **D'où viennent les armes du Hamas ?**

- *D'où viennent les armes et la technologie du Hamas ? - FranceTVInfo, 20/10*
- *Attaque contre Israël : comment l'armée du Hamas s'est préparée à la guerre - LaCroix, 12/10.*

○ **Sud-Liban : menace d'un nouveau front entre le Hezbollah et Israël ?**

- *Dans le Sud du Liban, le spectre d'un nouveau front accentue le sentiment d'abandon des habitants - LeMonde, 23/10 ;*
- *Violences à la frontière : plus de 19.000 déplacés - L'Orient le Jour, 24/10 ;*
- *La "ligne bleue", un second front à la frontière entre le Liban et Israël sous haute tension - L'OBS, 23/10.*

SOURCES

• AFRIQUE

◦ **Afrique du Sud et Hamas: un appel téléphonique suscite le débat**

- *En Afrique du Sud, le soutien à la Palestine à l'épreuve de l'opération terroriste du Hamas?* Le Monde, Par Romain Chanson(Johannesburg) (avec AFP) - Publié le 19 octobre 2023
- *Afrique du Sud, La conversation téléphonique de Naledi Pandor avec le Hamas plonge la présidence dans l'embarras.* Jeune Afrique, publié le 19 octobre 2023

◦ **Attaque affiliée à l'EI à la frontière de l'Ouganda et de la République Démocratique du Congo**

- *À la frontière RDC-Ouganda, deux touristes et leur guide tués dans une attaque jihadiste,* Jeune Afrique, 18 octobre 2023
- *En Ouganda, trois morts, dont deux touristes étrangers, dans une attaque de rebelles affiliés à l'État islamique,* Le Télégramme, 18 octobre 2023
- *Ouganda : une attaque de rebelles affiliés à l'Etat islamique fait trois morts,* Le Monde, 18 octobre 2023

• ASIE

◦ **Myanmar : La junte bombarde de nouveaux ses civils**

- Birmanie : Amnesty International accuse l'armée d'avoir bombardé un camp de personnes déplacées – Le Monde avec l'AFP – 13 octobre 2023
- Myanmar : 28 civils killed in military air strike – new investigation and witness testimony – Amnesty International – 13 octobre 2023
- Myanmar : Les livraisons de carburant d'aviation se poursuivent, malgré les crimes de guerre commis par l'armée – Amnesty International – 2 mars 2023

◦ **Forum des routes de la soie : Russie et Chine se rapprochent**

- La presse : Xi Jinping dit vouloir travailler avec l'Égypte pour stabiliser le Proche-Orient, 19 octobre 2023
- La presse : Les conflits dans le monde « renforcent » le lien Moscou-Pékin, selon Poutine, 19 octobre 2023
- France 24 : Vladimir Poutine en visite en Chine, où il rencontrera le président Xi Jinping, 17 octobre 2023
- Azortag : Forum de « La Ceinture et la Route » : signature d'un accord d'une valeur de 97,2 milliards de dollars, 18 octobre 2023

◦ **Mer de Chine : Tensions entre Manille et Pékin**

- Courrier International : Tensions. Collisions en mer de Chine méridionale : "une escalade sérieuse" entre Pékin et Manille, 23 octobre 2023
- Le Figaro : Mer de Chine : Manille et Pékin se rejettent la responsabilité après deux collisions, 22 octobre 2023
- France 24 : Regain de tension en mer de Chine après deux collisions entre des bateaux chinois et philippins, 23 octobre 2023

SOURCES

• AMÉRIQUES

○ **Colombie: Ouverture de négociations de paix avec les FARC.**

- Le Figaro. "Colombie : ouverture de négociations de paix avec la principale dissidence des Farc" Le Figaro et AFP. 18 octobre 2023
- La presse. "Ouverture de négociations de paix avec la principale dissidence des FARC" AFP. 16 octobre 2023
- Portail du gouvernement Suisse. "Ouverture des négociations entre le gouvernement et les rebelles en Colombie : la Suisse est l'un des pays garants du processus de paix" Gouvernement. 17 octobre 2023

○ **Accords de défense entre la Jamaïque et la république dominicaine**

- Intodefensa. "Jamaica y República Dominicana suscriben convenios en materia de seguridad marítima" Carlos E. Hernández. 18 octobre 2023
- Ministère de la défense République Dominicaine. "RD y Jamaica firman convenios para defensa de espacios aéreos y marítimos" Gouvernement. 11 octobre 2023

○ **Des mitrailleuses anti-aériennes volées à l'armée brésilienne**

- Swissinfo. "Recuperan en una favela de Río 8 de las 21 ametralladoras robadas al Ejército brasileño." Patricia Islas. 19 octobre 2023
- Le Point. "Brésil : mais qui a volé les mitrailleuses de l'armée ?" AFP. 20 octobre 2023

• AÉROSPACE

○ **Rapport ENISA 2023**

- Official website of the European Union - ENISA (European Union Agency for Cybersecurity - ENISA Threat Landscape 2023
- L'Usine Digitale - L'agence de cybersécurité de l'UE alerte sur de nouveaux risques liés à l'IA générative - Aurélien Defer
- Security Affairs - THE 11TH EDITION OF THE ENISA THREAT LANDSCAPE REPORT IS OUT! - Pierluigi Paganini
[ENISA Threat Landscape 2023 \(ETL\) report](#)

• ARMEMENT

○ **ATACMS : quel est ce missile que les États-Unis ont fourni à l'Ukraine ?**

- "Les États-Unis ont discrètement livré des missiles tactiques de longue portée MGM-140 ATACMS à l'Ukraine" - Opex 360, Laurent Lagneau, 18 octobre 2023
- "Guerre en Ukraine : ce qu'il faut savoir sur les missiles américains ATACMS" - La Croix, Pascal Charrier, 18 octobre 2023
- "L'Ukraine utilise les missiles américains ATACMS pour la première fois" - Le Point, Matthieu Heyman, 18 octobre 2023



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

